

désarmement - auquel le Canada souscrit, de concert avec tous les autres membres des Nations Unies - est quantifiable dans un sens: il s'agit du "désarmement général et complet", qui correspond à la quantité zéro - situation dans laquelle aucun pays du monde ne posséderait d'armes d'aucune sorte, sauf pour les fins de sécurité interne. En théorie, toutes les ressources que le Canada affecte au désarmement tendent à la réalisation de cet objectif. Évidemment, il n'y a jamais eu de désarmement général et complet dans l'histoire de l'humanité. Si l'histoire regorge d'exemples de désarmements imposés, et même de désarmements unilatéraux volontaires, personne ne peut dire si l'objectif d'un désarmement général et complet par voie d'accord international est réalisable, même à long terme. Personne ne peut non plus concevoir aisément comment fonctionnerait un monde constitué d'États souverains en situation de désarmement général et complet. C'est pourquoi on établit plutôt des objectifs à moyen terme plus facilement réalisables, ce qui a permis au cours des deux dernières décennies de s'entendre sur un nombre restreint de mesures destinées à limiter la prolifération verticale et horizontale des armements nucléaires. C'est ainsi qu'en 1979 les superpuissances sont sur le point de conclure une entente aux termes de laquelle on devra pour la première fois procéder à la destruction d'un certain nombre d'armes nucléaires. Mais jusqu'à maintenant, pas une seule arme nucléaire n'a disparue de la face de la terre depuis l'avènement de l'ère nucléaire par suite d'un accord négocié de désarmement. De plus, en partie parce que l'on a, avec raison, donné priorité au désarmement nucléaire, le désarmement conventionnel a été grandement négligé au cours de la dernière génération. En fait, le désarmement conventionnel par voie d'entente internationale a été plus considérable entre les deux Grandes Guerres qu'il ne l'a été depuis 1945.

29.       Devant ce tableau, quelle serait l'opinion d'un évaluateur de programmes sur les ressources que les gouvernements canadiens successifs ont consacrées au désarmement au cours des trente dernières années? Le contribuable en a-t-il eu pour son argent? Ces ressources ont-elles toutes été gaspillées? Aurions-nous dû dépenser un centième des sommes affectées au désarmement au fil des ans, ou cent fois plus? On peut trouver des réponses - ou tout au moins des semblants de réponse - à ces questions, mais cela demeure essentiellement un exercice intellectuel. Ce qu'il faut avant tout, c'est appliquer une échelle de valeurs appropriée à la nature du problème. À l'évidence, il y a tout un monde entre ce cas extrême et les notions telles que la gestion par objectifs, le PPBS et les trois E.